

Appel de la Sorbonne – 25 mars 2009

Pourquoi nous ne céderons pas

Le 2 février était lancé un mot d'ordre de grève illimitée dans les universités françaises, faisant suite à un long mouvement de protestation contre les réformes du statut des enseignants-chercheurs, de la formation des maîtres, du contrat doctoral et les suppressions d'emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Huit semaines de grève plus tard, notre détermination est intacte.

Nos principales revendications, portant sur les réformes du statut des enseignants-chercheurs, de la formation des maîtres, du contrat doctoral et sur les suppressions de postes dans l'enseignement supérieur, n'ont pas été satisfaites. Sur la **formation des maîtres** en particulier, les annonces faites par Xavier Darcos le 20 mars ne correspondent en aucune manière au « report » de la mastérisation comme l'ont claironné les médias. Le ministre de l'Education nationale continue en effet d'exiger que les étudiants qui prépareront les concours en 2009-2010 passent **en même temps** une année de master recherche, M1 ou M2. Cela est inacceptable sur le principe, inapplicable en pratique, injuste d'un point de vue social et désastreux pour l'avenir de l'école et de la recherche dans notre pays. **Nous ne céderons pas sur ce point.** L'abandon de ce principe de confusion entre master recherche et formation des maîtres continue d'être aujourd'hui **notre première revendication.**

Depuis sept semaines, le président de la République et son gouvernement ont multiplié les manœuvres dilatoires, les effets d'annonce mensongers, les vraies-fausse négociations, sans apporter de réponses convaincantes et viables. Au contraire, ils n'ont fait que créer un peu plus de confusion et de désordre, sur des questions complexes qui ne peuvent être réglées à coup de slogans simplistes.

En refusant de prendre en compte les raisons du rejet massif de ces réformes, le gouvernement nourrit chaque jour un peu plus son discrédit et rend de plus en plus difficile le retour des universités à leur activité normale. Seul le retrait des projets en cause et l'ouverture de négociations globales sur les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche permettra de sortir de la crise ouverte depuis des mois. Ce faisant, nous ne demandons pas l'impossible, mais simplement **le rétablissement des conditions minimales d'un dialogue démocratique** sur l'avenir des universités françaises et de leurs étudiants.

Nous appelons donc à une **mobilisation massive des personnels et étudiants** des universités françaises dans les jours à venir, seule à même de faire revenir le président de la République et son gouvernement à la raison.